

la lettre d'info :
le texte
seulement

Sauvons l'Europe

Un engagement concret en faveur d'une Europe politique et sociale

Compagnie Airbus, l'Europe a besoin d'ailes

par Yohann Abiven, Fabien Chevalier, Henri Lastenouse

En octobre 1999, le groupe EADS, tout juste porté sur les fonts baptismaux par des ministres ravis, est présenté comme le modèle des futures sociétés européennes. Les Français et les Allemands se répartissent les postes d'une manière scrupuleusement égalitaire. Le principe de nationalité est gage de compétence. Sa filiale Airbus, grâce à ses nombreux succès, est citée en exemple. Le clan souverainiste, rejoint par la nouvelle radicalité de gauche, applaudit la méthode intergouvernementale, refrain préféré du chant des partisans d'une Europe des nations et/ou des peuples. Pourquoi vouloir faire une Europe communautaire, un machin supranational, quand le consensus et la coopération suffisent à asseoir les entreprises nationales dans la compétition mondialisée ? L'agrégation des savoir-faire, quelle meilleure manière de protéger l'intérêt supérieur de l'Etat ? Ce sera toujours avec nous, jamais contre nous... D'ailleurs l'embrouillamini des câblages, c'est la faute aux Allemands ! Les bureaucrates bruxellois peuvent retourner à leurs traités et à leur gros-porteur paperassier. Or, que nous apprend l'affaire Airbus ? L'arbre de l'intérêt national cache bien souvent la forêt des égoïsmes nationaux. Il ne peut y avoir qu'un pilote dans l'avion. L'on ne s'inquiètera cependant pas pour les anciens dirigeants, dont le principal reconnaissait récemment tout ignorer des retards du navire amiral de la flotte. Chez Airbus, ce sont les seuls à avoir des parachutes. Alors, tirons les leçons pour Airbus et pour l'Europe. Exigeons un actionariat stable, des dirigeants compétents, quelle que soit leur nationalité, au service d'un intérêt unique, celui de l'entreprise, et donc de l'emploi hautement qualifié sur le continent. Le regard français sur cette affaire est myope. La question ne porte pas sur la définition d'une idéologie autour de la propriété privée ou publique de l'entreprise. Si l'investissement public, et à titre transitoire celui des collectivités territoriales, est en mesure de redresser la situation économique et financière, pourquoi ne pas l'envisager ? En cette matière, l'Europe est heureusement maîtresse de pragmatisme. Néanmoins, cela ne suffira pas à panser la plaie de la gouvernance d'Airbus. Car c'est toute une méthode communautaire qui est interrogée. Réaliser du concret, fournir des preuves, Airbus l'a fait. Mais Airbus en est resté là. Airbus, c'est la CECA sans la commission, les petits pas de Schuman sans des institutions *sui generis*. Airbus, c'est au fond l'Europe sans plan de vol. Aucun intérêt communautaire ne décollera de la méthode intergouvernementale. Nécessaire dans les domaines les plus régaliens, elle sacrifie trop souvent les solutions les plus justes et acceptables au libre marché des concurrences nationales. *Sauvons l'Europe* ne se résout cependant pas à confondre Airbus et le Titanic.

Sommaire

EDITO
TRIBUNE
PETITION
ASSEMBLEE
GENERALE
ADHESION

4, place de Valois
75001 Paris
02 23 46 25 47
06 64 96 28 43
www.sauvonsleurope.org
contact@sauvonsleurope.org

Directeur de la publication :
Jean-Pierre Mignard
Composition :
Laetitia de Warren
Yohann Abiven



L'Europe doit être présente dans la campagne présidentielle.

Nous l'attendons des candidats, nous qui nous sommes mobilisés, avec la société civile, sitôt après le référendum, pour que l'ambition européenne demeure. Certains avaient avancé qu'une nouvelle dynamique naîtrait du « non », proclamé salvateur et rénovateur. On sait aujourd'hui qu'il n'en est rien, sinon le refuge étroitement national. Avec la Finlande tout récemment, et l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie au 1^{er} janvier 2007, ce sont dix-huit pays qui auront ratifié le projet de Constitution, soit les deux tiers des Etats et 56 % de la population européenne. La France risque de voir l'Europe se poursuivre sans elle. Elle a tout à y perdre et ne peut manquer un grand rendez-vous de la réconciliation avec l'Europe. Elle doit s'y préparer dès aujourd'hui et animer le débat européen avec les présidences portugaise et slovène, qui précéderont la présidence française au second semestre 2008.

Le Président de la République, dès son élection, sera confronté à l'urgence de se prononcer sur les propositions formulées au cours de la Présidence allemande et d'engager la responsabilité de la France.

Lire la suite et rejoindre les signataires...

Le succès de cette démarche concrète et active de *Sauvons l'Europe* dépend entièrement de l'implication des collectifs et des citoyens.

Sans vous, rien ne pourra se faire.

Sauvons l'Europe soutient et promeut la pétition européenne pour le droit de pétition :

Il faut atteindre un million de signatures à l'échelle de l'Union !

<http://www.citizens-initiative.eu>



Assemblée Générale

Grenoble, 10 mars 2007

Procès-verbal

L'assemblée générale a été ouverte à 10h00, sous la présidence de **Jean-Pierre Bobichon** (membre du collectif national *Sauvons l'Europe*) ;

L'ordre du jour proposé, en l'absence d'amendement, a été adopté.

Le rapport moral a été présenté par **Joël Roman, Secrétaire général**, qui a rappelé les principaux axes d'action du mouvement depuis la dernière assemblée générale. Il transmet le salut de notre président, Jean-Pierre Mignard, empêché, et qu'il remercie pour son engagement. Il remercie également Laetitia de Warren pour le temps passé, pour le sérieux et la rigueur avec lesquelles elle a assumé les fonctions de trésorière. Joël Roman a ensuite repris les principaux points développés dans le rapport écrit transmis à l'ensemble des adhérents. Il a fait l'état des lieux du développement de *Sauvons l'Europe* sur l'ensemble du territoire ainsi que celui des principaux partenaires du mouvement. Retraçant l'activité nationale du mouvement, Joël Roman a souligné la mise en place du nouveau site Internet, les différentes initiatives dont la mise en place des groupes de travail et du soutien à la création des collectifs locaux de *Sauvons l'Europe*. Il a par ailleurs tenu à remercier Yohann Abiven pour l'important travail qu'il effectue pour faire vivre le mouvement et ce dans des conditions pas toujours simples. Il a conclu en rappelant la démarche qui a conduit à l'élaboration du texte d'interpellation des candidats à l'élection présidentielle, les enjeux autour de sa signature et de sa diffusion massive.

Roland Perrin (Sauvons l'Europe 38), remplaçant Jean-Jacques Vollmer, empêché, a repris les grands points du document transmis à l'ensemble des adhérents relatif à la mise en place des groupes de travail. Il a rappelé qu'il y a avait plus d'une vingtaine de groupes qui ont connu des difficultés techniques de mise en place, pour souligner ensuite les différences de participation entre chaque groupe, la complexité de définition du cadre conceptuel pour chacun d'entre eux et les limites du travail par l'intermédiaire du Blog. Il a terminé en soulignant d'une part que malgré les possibilités ouvertes par Internet, pour l'efficacité des travaux, on ne pouvait pas faire l'économie de réunions formelles des participants, et d'autre part qu'il était nécessaire de préciser la finalité des travaux de ces groupes.

Laetitia de Warren, trésorière, a fait le point sur l'état des finances du mouvement. Au chapitre des recettes elle a rappelé que ces dernières ne provenaient que des cotisations des adhérents. Pour ce qui est des dépenses, elles se concentrent essentiellement sur des frais structurels (loyers locations de salles, le site Internet et quelques remboursements de frais de déplacement). Elle a terminé en informant l'Assemblée générale qu'elle souhaitait la mise en place d'une commission financière dans le cadre de la gestion du mouvement précisant qu'elle souhaitait faire partie de celle-ci mais que pour des raisons familiales, elle souhaitait être déchargée de la fonction de trésorière.

**Bientôt
du
nouveau
à propos
des
groupes
de travail**

**Mais que
font nos
collectifs
locaux ?
Réponse
à la
rubrique
« Actions »
de notre
site
Internet...**



L'ASSEMBLEE GENERALE.. suite

Election au Conseil d'administration

En préambule au vote, un débat s'est engagé sur la question « Qui fait quoi ? Qui Participe ? Et où ? ».

En effet des responsables de collectifs locaux (31,38...) ont dit leur intérêt pour une présence au Conseil d'Administration tout en reconnaissant les grandes difficultés pour y participer (les aspects financiers n'étant pas les moindres, mais pas les seuls...).

Plus généralement on peut distinguer dans *Sauvons l'Europe* trois « ensembles » :

- Le Conseil d'administration
- Les collectifs locaux
- Les partenaires

→ il revient au Conseil d'Administration :

- d'animer le mouvement,
- d'organiser avec les collectifs locaux 2 à 3 réunions par an dans des conditions permettant la plus grande participation,
- de mettre en place les relations adéquates avec les partenaires.

→ C'est sur la base de cette dernière proposition que le Président de séance, après avoir rappelé que les statuts, qui a-t-il précisé devront être révisés dans un proche avenir pour mieux prendre en compte la réalité du fonctionnement du mouvement, prévoient un Conseil d'administration d'un maximum de quinze membres, a donné lecture de l'ensemble des candidats connus à ce jour. A l'appel lancé pour d'autres candidatures, la CFDT a proposé celle de Mariano Fandos.

Le nouveau Conseil d'Administration est donc composé de 10 membres.

Ont été élus à l'unanimité au Conseil d'administration :

Yohann Abiven, Philippe Berrée, Jean-Pierre Bobichon, Fabien Chevalier, Laetitia de Warren, Mariano Fandos, Henri Lastenouse, Bettina Laville, Jean-Pierre Mignard, Joël Roman.

Un débat très riche s'est engagé, d'où il ressort :

→ Un rappel sur le rôle et la fonction « d'éducation populaire » de *Sauvons l'Europe* qui est mouvement de confluence de synergies pour faire connaître l'Europe.

→ La nécessité d'intégrer les groupes de travail dans ce cadre. En changer l'appellation en : « Groupe d'interpellation, de questionnement et d'information ». Il appartient à *Sauvons l'Europe* de questionner, de rassembler l'information pour pouvoir apporter des réponses aux interrogations posées dans l'opinion publique.

→ Se donner les moyens pour populariser et faire signer le texte d'interpellation et surtout le transmettre aux candidats.

→ Au regard des questions financières, les collectifs locaux ont tous fait état des difficultés qu'ils rencontrent à conduire des actions compte tenu du manque de moyens en particulier de fonctionnement. Le prochain CA devra se saisir de cette question pour préciser l'articulation financière entre les collectifs et le national (adhésion collective, part de cotisation...).

Pour le financement national, il a été évoqué la nécessité de définir une participation financière des organisations et autres structures collectives selon des modalités à définir collectivement. Il a aussi soulevé la question d'interpellation des collectivités locales pour l'obtention de subventions. Enfin ont été évoqué diverses initiatives pouvant permettre d'accroître les rentrées financières (édition en vue de vente de calendriers, agendas, autocollants...).

Au terme du débat, l'Assemblée générale a donné quitus à l'unanimité pour le rapport moral et le rapport financier.



Nous avons besoin de vos dons. Soutenez *Sauvons l'Europe...* Adhérez à *Sauvons l'Europe.* TELECHARGER LE BULLETIN DE COTISATION

Sauver l' urope, c'est du cinéma ?

Permettez-moi tout d'abord de remercier ici tous ceux qui ont apporté à *Sauvons l'Europe* leur soutien financier, à titre individuel ou par l'intermédiaire des collectifs.

Ce sont en effet ces cotisations et ces dons – rien d'autre – qui ont permis au mouvement de continuer à fonctionner, de prendre une première série d'initiatives indispensables à son développement, voire sa survie.

Nous avons ainsi pu mener à son terme, avec nos partenaires, l'écriture et la mise en ligne d'une tribune d'interpellation aux candidats à l'élection présidentielle, poursuivie d'un rassemblement à Grenoble, le 10 mars dernier. Nous avons également pu donner à *Sauvons l'Europe* une adresse et un local grâce à la location d'un petit bureau au 4 place de Valois pour la somme, là aussi, très raisonnable de 100€ /mois charges comprises. D'autant que cette somme couvre l'utilisation des salles de réunion de l'immeuble, dans lesquelles les collectifs locaux peuvent également se réunir en cas de besoin. Nous avons pu aussi entamer quelques dépenses de déplacement afin d'assurer la présence de membres du National à des réunions de collectifs et/ou à des réunions de lancement de projet.

C'est toujours grâce à votre soutien financier que *Sauvons l'Europe* dispose encore sur son compte d'une somme modique mais qui lui évite l'opprobre de son banquier...

C'est pourquoi le soutien financier des collectifs mais aussi des sympathisants individuels – les signataires – à travers les cotisations ou les dons reste le moyen indispensable pour le mouvement de se maintenir et de préparer ces actions. L'idéal serait qu'en 2007, *Sauvons l'Europe* dispose des financements qui assureront son succès sur le long terme. Mais, en attendant, les près de 4 000 adhérents et sympathisants de *Sauvons l'Europe* constituent son indispensable et seul soutien.

Nous faisons un rêve un peu fou – mais pas impossible : imaginons qu'au delà des quelque 250 cotisants actuels, individuels ou membres de collectifs, tous les signataires de l'Appel *Sauvons l'Europe* versaient en signe de soutien ne serait-ce que 10 €, c'est à dire **l'équivalent d'une place de cinéma** : *Sauvons l'Europe* disposerait d'un budget de plus de 35 000 € ! Imaginez ce que nous pourrions tous faire avec une telle somme pour développer le Mouvement en France et en Europe...

Laetitia de Warren
Trésorière

**BIENTOT SUR LE SITE INTERNET
DE SAUVONS L'EUROPE,
LES TABLES RONDES DE GRENOBLE
COMME SI VOUS Y FUTES...**



DES SOUS

DU MOUVEMENT